Jugement CIV1 N°47 du 05 juin 2002

L'ETAT BENINOIS Rp/ L'A J T (Me CAPO-CHICHI)CONTREMadame Sabine CREPPY

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE COTONOU

1ère CHAMBRE CIVILE MODERNE

JUGEMENT DE DEFAUT

N° 47/O2 - 1ère CCIV

DU 05 JUIN 2002

-=-=-=-

DOSSIER N° 237 / O1 / RG /

Rp/L'AJT

(Me CAPO-CHICHI)CONTREMadame Sabine CREPPY

==-=--OBJET:Paiement

-=-=-COMPOSITION

PRESIDENT: Félix DOSSA:

MINISTERE PUBLIC: Honorat ADJOVI;

GREFFIER: Clément AHOUANDJINOU

DEBAT le 17 avril 2002;

Jugement de défaut réputé contradictoire publiquement prononcé le 05 JUIN ;LES PARTIES EN CAUSE DEMANDEUR :

L' Etat Béninois représenté par l' Agent Judiciaire du Trésor, demeurant et domicilié au ministère des finances et de l' économie à Cotonou;

Assisté de Maître Raphaël CAPO-CHICHI, avocat;

DEFENDERESSE:

Madame Sabine CREPPY, demeurant et domiciliée au carré 708 Cotonou;

Non comparante ni représentée ;LE TRIBUNAL

- -Vu les pièces du dossier :
- -Ouï le demandeur en ses observations, movens, fins et conclusions;
- -Ouï le Ministère Public en son réquisitoire :
- -Nul pour la défenderesse ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi :

Par exploit en date à Cotonou du 24 décembre 2001, l' Etat Béninois représenté par l' Agent Judiciaire du Trésor, a attrait devant le tribunal de première instance de Cotonou statuant en matière civile moderne, madame Sabine CREPPY aux fins de s' entendre

condamner à lui payer les sommes respectives : 8.658333 F CFA avec les intérêts de droit au taux légal à compter de la date de l' assignation et 1.000.000 F CFA à titre de dommages intérêts ;

Il sollicite l' exécution provisoire de la décision nonobstant toutes voies de recours et sans caution;

Pour soutenir ses prétentions , il expose que l' ex Banque Commerciale du Bénin (BCB) est créancière de madame Sabine CREPPY de la somme de 8.658.333 F CFA ;

Que tous démarches et contacts entrepris par les agents de recouvrement de ladite banque en direction de la débitrice pour l'amener à s'acquitter de sa dette sont demeurés vains ;

Qu'il y a urgence et péril en la demeure ;

Madame Sabine CREPPY, bien que régulièrement assignée à domicile n' a ni comparu ni conclu ; qu' elle ne s' est pas non plus fait représenter;

Qu' il y a lieu de statuer par défaut réputé contradictoire à son égard ;

Motifs de la décision

Attendu qu'il ressort des pièces versées au dossier que l'ex-Banque Commerciale du Bénin est créancière de madame Sabine CREPPY de la somme de 8.658.333 F CFA;

Que cette somme représente le solde débiteur de le défenderesse dans les livres de ladite banque ;

Attendu que cette créance de la BCB sur madame Sabine CREPPY n'est contestée ni en son principe ni en son quantum;

Qu'il y a par conséquent lieu de la condamner à payer à l'Etat Béninois représenté par l'Agent Judiciaire du Trésor la somme de 8.658.333 F CFA représentant le solde débiteur de son compte dans les livres de l'ex-BCB;

Attendu que l' Etat Béninois sollicite en outre la condamnation de madame Sabine CREPPY à lui payer la somme de 1.000 000 F CFA à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 1153 do code civil , en matière de paiement de somme d'argent , de dommages-intérêts qui en résultent du retard dans l'exécution de l'obligation consistant dans la condamnation aux intérêts au taux légal ;

Qu'en espèce ,il s'agit d'une obligation consistant au paiement d'une somme d'argent ;

Qu'il y a donc pas lieu à condamnation de madame Sabine CREPPY

au paiement de dommages-intérêts à l' Etat Béninois ;

Qu'il y a plutôt lieu de la condamner à payer à compter du 24 décembre 2001, date de l'assignation;

Attendu que l' Etat Béninois sollicite l' exécution provisoire du jugement nonobstant toutes voies de recours et sans caution :

Attendu que la créance est très ancienne ; que la preuve est ainsi faite de ce que la situation financière de la débitrice est obérée ;

Attendu que les circonstances de la cause justifient l'extrême urgence à l'obtention de la mesure sollicitée ; PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement , par défaut réputé contradictoire, en matière civile moderne et en premier ressort ; En la forme

Reçoit l' Etat Béninois en son action ;

Au fond

- -L'y déclare fondé;
- -Condamne madame Sabine CREPPY à payer madame Sabine CREPPY la somme de huit millions six cent cinquante huit mille trois trente trois (8.658.333) F CFA représentant le solde débiteur de son compte dans les livres de l'ex-Banque Commerciale du Bénin(BCB);
- -La condamne en outre à payer à l' Etat Béninois des intérêts de droit pour compter de la date de l' assignation ;
- -Dit n' y avoir lieu à payer des dommages-intérêts ;
- -Ordonne l' exécution provisoire de la présente décision ;
- -Condamne madame Sabine CREPPY aux dépens ;LE PRESIDENT

LE GREFFIER